



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Fonds de dotation CAAP Innov'Eco

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Fonds de dotation CAAP Innov'Eco
25 Chemin des Trois Cyprès
13097 Aix-en-Provence Cedex 2

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Fonds de dotation CAAP Innov'Eco

25 Chemin des Trois Cyprès - 13097 Aix-en-Provence Cedex 2

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'administration du Fonds de dotation CAAP Innov'Eco,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation CAAP Innov'Eco relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance du fonds de dotation relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 10 mars 2025

KPMG SA

Pierre-Laurent Soubra

Associé

BILAN						
ACTIF	31/12/2024			31/12/2023	Ecart n-1	
	BRUT	AMT & DEPRECIATIONS	NET	NET	EUROS	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles					-	
Frais de développement	-	-	-	-	-	
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-	-	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	6 525	6 525	-100%
Immobilisations corporelles						
Terrains	-	-	-	-	-	
Constructions	-	-	-	-	-	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	-	-	
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	
Immobilisations financières						
Participations	-	-	-	-	-	
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-	
Prêts	958 283	98 969	859 314	756 138	103 177	14%
Autres immobilisations financières	30 000	5 114	24 886	30 000	5 114	-17%
TOTAL I	988 283	104 083	884 200	792 663	91 538	12%
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en cours	-	-	-	-	-	
Créances						
Créances clients, usagers et comptes rattachés	-	-	-	-	-	
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-	-	
Autres créances	-	-	-	-	-	
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus	-	-	-	-	-	
Disponibilités	1 577 979	-	1 577 979	1 573 826	4 153	0%
Charges constatées d'avance						
Charges constatées d'avance	56 750	-	56 750	52 500	4 250	8%
TOTAL II	1 634 729	-	1 634 729	1 626 326	8 403	1%
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-	-	
Primes de remboursement des obligations (IV)	-	-	-	-	-	
Ecarts de conversion et différence d'évaluation Actif (V)	-	-	-	-	-	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 623 012	104 083	2 518 929	2 418 989	99 940	4%

BILAN

PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart n-1	
	31/12/2024	31/12/2023	EUROS	%
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires	-	-	-	
Fonds propres complémentaires	-	-	-	
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires	-	-	-	
Fonds propres complémentaires	-	-	-	
Ecart de réévaluation	-	-	-	
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	
Réserves pour projet de l'entité	-	-	-	
Autres	-	-	-	
Report à nouveau	-	-	-	
Excédent ou déficit de l'exercice	0 -	0	0	
Situation nette (sous total)	0	0	0	0%
Fonds propres consommables				
Dotations consommables	2 463 596	2 373 580	90 016	4%
Subventions d'investissement	-	-	-	
Provision réglementées	-	-	-	
TOTAL I	2 463 596	2 373 580	90 016	4%
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-	-	
Fonds dédiés	-	-	-	
TOTAL II	-	-	-	
PROVISION				
Provisions pour risques	-	-	-	
Provisions pour charges	-	-	-	
TOTAL III	-	-	-	
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés	-	-	-	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-	
Emprunts et dettes financières diverses	-	-	-	
Instruments financiers à terme	-	-	-	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	47 130	38 909	8 222	21%
Dettes des legs ou donations	-	-	-	
Dettes fiscales et sociales	6 703	-	6 703	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	
Autres dettes	1 500	6 500	5 000	-77%
Produits constatés d'avance	-	-	-	
TOTAL IV	55 333	45 409	9 924	22%
Ecart de conversion et différence d'évaluation Passif (V)	-	-	-	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 518 929	2 418 989	99 940	4%

COMPTE DE RESULTAT

	EXERCICE N	EXERCICE N-1	Ecart n-1	
	31/12/2024	31/12/2023	EUROS	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	-	-	-	
Ventes de biens et services	-	-	-	
Ventes de biens	-	-	-	
<i>dont ventes de dons en nature</i>	-	-	-	
Ventes de prestations de service	-	-	-	
<i>dont parrainages</i>	-	-	-	
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	-	-	-	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	834 028	815 237	18 791	2%
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	
<i>Dons manuels</i>	-	-	-	
<i>Mécénats</i>	-	-	-	
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	-	-	-	
Contributions financières	-	-	-	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	-	-	-	
Utilisations des fonds dédiés	-	-	-	
Autres produits	-	-	-	
TOTAL I	834 028	815 237	18 791	2%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	-	-	-	
Variation de stock	-	-	-	
Autres achats et charges externes	296 545	289 881	6 664	2%
Aides financières	515 608	499 006	16 602	3%
Impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-	
Salaires et traitements	-	-	-	
Charges sociales	-	-	-	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	-	-	-	
Dotations aux provisions	-	-	-	
Reports en fonds dédiés	-	-	-	
Autres charges	24 030	-	24 030	
TOTAL II	836 183	788 887	47 296	6%
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 2 155	26 350	- 28 505	-108%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	-	-	-	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-	-	
Autres intérêts et produits assimilés	27 928	0	27 928	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	65 288	39 431	25 856	66%
Différences positives de change	-	-	-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	
TOTAL III	93 215	39 431	53 784	136%
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	43 239	65 781	- 22 542	-34%
Intérêts et charges assimilées	41 119	0	41 119	
Différences négatives de change	-	-	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	
Autres charges financières	-	-	-	
TOTAL IV	84 358	65 781	18 576	28%
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	8 858	- 26 350	35 208	-134%
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	6 703	-	6 703	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	-	-	-	
Sur opérations en capital	-	-	-	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-	-	
Total V	-	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	-	-	-	
Sur opérations en capital	-	-	-	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-	-	
Total VI	-	-	-	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	-	-	
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-	-	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 703	-	6 703	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	927 244	854 668	72 575	8%
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII)	927 244	854 668	72 575	8%
EXCEDENT OU DEFICIT	-	-	-	

FONDS DE DOTATION CAAP INNOV'ECO

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I. Cadre juridique & Financier

Le Fonds de Dotation CAAP INNOV'ECO a été créé le 10 Décembre 2014, déclaré à la préfecture des Bouches du Rhône le 22 décembre 2014, et publié au Journal Officiel du 17 Janvier 2015.

Son objet est d'organiser ou soutenir toute action d'intérêt général dans le domaine social, de l'innovation et du développement du territoire des Bouches du Rhône, de Vaucluse et des Hautes Alpes.

Son Siège Social est situé 25 chemin des trois cyprès 13097 Aix en Provence.

Ce Fonds de Dotation a été constitué par :

- Une dotation initiale consommable de 30 000 €.
- Une dotation complémentaire a été versée en 2015 pour un montant de 792 968,65 €
- Une dotation complémentaire a été versée en 2016 pour un montant de 829 166,25 €
- Une dotation complémentaire a été versée en 2017 pour un montant de 806 320,45 €
- Une dotation complémentaire a été versée en 2018 pour un montant de 861 194,83 €
- Une dotation complémentaire a été versée en 2019 pour un montant de 908 328,11 €
- Une dotation complémentaire a été versée en 2020 pour un montant de 928 262,75 €
- Une dotation complémentaire a été versée en 2021 pour un montant de 405 448,77 €
- Une dotation complémentaire a été versée en 2022 pour un montant de 973 017,68 €
- Une dotation complémentaire a été versée en 2023 pour un montant de 1 011 182,28€ dont 350 000 € pour les prêts d'honneur et 661 182,28 € pour les partenariats et fonctionnement
- Une dotation complémentaire a été versée en 2024 pour un montant de 924 044,38€ dont 507 339,85 € pour les prêts d'honneur et 416 704,53 € pour les partenariats et fonctionnement

II. Principes, règles & méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2018-06 et des dispositions particulières résultant du règlement n°2009-01 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 décembre 2009 relatif aux règles comptables applicables aux fondations et fonds de dotation. La durée de l'exercice comptable est de 12 mois du 01/01/2024 au 31/12/2024

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

III. FAITS MARQUANTS

1 Une activité record

Après une année 2023 qui marque le retour d'une activité soutenue, la tendance de reprise se confirme en 2024 avec un rythme similaire voire supérieur aux années précédant la crise sanitaire :

- Maintien du nombre de prêts d'honneur réalisés : légère baisse de 9,5% par rapport à 2023 (et de 37% en montants)
 - Maintien du flux de mise en relation par les réseaux d'accompagnement (Initiative – Incubateurs...)
 - Augmentation du sourcing direct avec des porteurs de projets :
 - Présence renforcée aux événements liés à la création d'entreprises et l'innovation
 - Participation de l'équipe opérationnelle à des jurys à la fois en présentiel et en visioconférence.
- Poursuite de l'évolution de la stratégie du fonds pour prioriser sur les prochaines années :
 - Les projets innovants apportant des solutions à des problématiques en lien avec les transitions économiques, sociales et environnementales du territoire ;
 - Les porteurs de projets de moins de 40 ans, loin de l'emploi et de la formation, déjà accompagnés par des structures partenaires (Les Déterminés, Entrepreneurs dans la Ville, La Ruche...).
- Pérennisation des appels à projets organisés directement par le fonds de dotation, avec l'organisation de la 6ème édition en juin 2024.

2 Organisation d'un Appel à Projets

Pour aider les entrepreneurs et accompagner l'innovation sur son territoire, le fonds de dotation CAAP INNOV'ECO du Crédit Agricole Alpes Provence a organisé un appel à projets visant à faire émerger des solutions technologiques innovantes pour répondre aux enjeux du territoire. Cet appel à projets, organisé sous forme de concours de startups, a permis de mettre en lumière des entreprises innovantes et prometteuses, issues du territoire de la Caisse Régionale. Les lauréats ont bénéficié de prix sous forme de dotations financières pour les aider à mettre en œuvre leurs solutions.

■ Appel à projets « L'innovation pour notre santé » (mai et juin 2024) :
 Parmi les 10 finalistes qui ont présenté leur projet devant un jury d'experts au business center des Docks à Marseille le 19 juin 2024, 5 startups ont été récompensées :

- OncoElectronics : lauréat de la catégorie L'innovation au service des patients (25 000 € de dotation financière) ;
- Tecmoled : 2ème de la catégorie L'innovation au service des patients (15 000 € de dotation financière) ;
- Thermotrauma : lauréat de la catégorie L'innovation au service des professionnels de santé (25 000 € de dotation financière) ;
- Holowind : 2ème de la catégorie L'innovation au service des professionnels de santé (15 000 € de dotation financière) ;
- Hippy (Indienov) : lauréat du prix « coup de cœur des Caisses Locales » (10 000 € de dotation financière).

IV. Notes sur le bilan

1 Les Immobilisations financières

Ce poste est constitué du capital restant dû sur les prêts d'honneur accordés et d'une avance remboursable. En 2024, le fonds de dotation a débloqué :

- 19 Prêts d'honneur, pour un montant de 275 000 €

Ces derniers ont fait l'objet d'une validation en conseil d'administration.

La durée de ces prêts est de 5 ans avec un taux d'intérêt à 0%.

2 Politique de dépréciation des prêts d'honneur

Les risques identifiés sur les prêts d'honneur sont évalués de manière individuelle. L'estimation de la provision pour risque de non recouvrement des prêts d'honneur est calculée sur le capital restant dû du prêt selon la méthode suivante qui a été préalablement approuvée par le Conseil d'Administration :

- Cessation d'activité ou liquidation judiciaire de l'entreprise du bénéficiaire du prêt → 100 % du solde
- Redressement judiciaire en cours de l'entreprise du bénéficiaire du prêt → 100 % du solde
- 2 échéances trimestrielles non honorées → 100 % du solde
- 1 échéance trimestrielle non honorée → 50 % du solde

En 2024, 6 dépréciations sur prêts d'honneur ont été effectuées :

- 6 dossiers provisionnés pour un montant de 38 125 €
 - Dont 6 dossiers à 100 %

ANNEES	NBRE PRETS	CAPITAL	RBT 2023	RBT 2024	Dépréciation 2023	Dépréciation 2024	Reprise/Prov 2024	Capital restant dû
2015	9	122 000						0,00
2016	28	232 000	625,00					0,00
2017	45	290 000	6 087,50	1 250,00			937,50	937,50
2018	46	345 000	47 500,00	6 250,00	625,00		4 062,50	5 312,50
2019	39	310 000	49 062,50	34 687,50	15 156,25	8 750,00	26 250,00	21 250,00
2020	35	230 000	34 800,00	30 000,00	27 500,00		27 787,50	53 556,25
2021	14	90 000	21 875,00	23 750,00	7 500,00	5 000,00	2 500,00	33 750,00
2022	20	205 000	9 593,75	30 093,75	15 000,00	24 375,00	3 750,00	165 312,50
2023	21	435 000		31 250,00				403 750,00
2024	19	275 000		585,90				274 414,10
Total général	276	2 534 000,00	169 543,75	157 867,15	65 781,25	38 125,00	65 287,50	958 282,85

3 Les Disponibilités

Elles sont composées du compte courant du Fonds de Dotation pour 550 051,25 €, d'un compte excédent de trésorerie de 510 028,47 € ainsi que d'un DAT 2 ans de 500 000 € avec possibilité de sortie à tout moment avec un préavis de 31 jours calendaires souscrit auprès de CRCA ALPES PROVENCE conformément au mandat donné au trésorier du fonds de Dotation. Les intérêts courus à recevoir in fine sur le DAT 2 ans sont rentrés en disponibilités via le compte 518 pour un montant de 17 899.37 €.

4 Les fonds propres

En 2024, le fondateur a versé une dotation au titre de l'année 2023 d'un montant de 924 044,38 €. Celle-ci a été consommée durant l'exercice à hauteur de 834 028,28 €.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION DE LA CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Excédent ou déficit de l'exercice					
SITUATION NETTE					
Fonds propres consommables	2 373 580,21	-	924 044,38	- 834 028,28	2 463 596,31
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 373 580,21	-	924 044,38	- 834 028,28	2 463 596,31

Vision économique des capitaux propres :

ANNEE	DOTATION INITIALE	DOTATION COMPLEMENTAIRE	UTILISATION PRÊT D HONNEUR	RBT PRÊT D HONNEUR	UTILISATION COMPTABILISEE PAR LE COMPTE DE RESULTAT	SOLDE DOTATION NON UTILISEE A LA CLOTURE
2015	30 000,00	792 968,65	122 000,00	0,00	412 302,28	288 666,37
2016	0,00	829 166,25	232 000,00	11 687,50	615 428,74	282 091,38
2017	0,00	806 320,45	290 000,00	50 125,00	688 084,94	160 451,89
2018	0,00	861 194,83	345 000,00	116 750,00	534 919,30	258 477,42
2019	0,00	908 328,11	310 000,00	182 566,94	618 638,97	420 733,50
2020	0,00	928 262,75	230 000,00	219 020,56	389 170,99	948 845,82
2021	0,00	405 448,77	90 000,00	266 550,00	401 541,09	1 129 303,50
2022	0,00	973 017,68	205 000,00	237 825,00	696 986,44	1 438 159,74
2023	0,00	1 011 182,28	435 000,00	169 543,75	815 236,81	1 368 648,96
2024	0,00	924 044,38	275 000,00	157 867,15	834 028,28	1 341 532,21
Total général	30 000,00	8 439 934,15	2 534 000,00	1 411 935,90	6 006 337,84	1 341 532,21

En 2024, le montant de la dotation disponible à la consommation s'élève à 1 341 532,21 €


5 Les dettes fournisseurs :

Au 31 Décembre 2024, les dettes fournisseurs s'élèvent à 47 130,16 €

	DETTE 2024
FRS -FACTURES NON PARVENUES	47 130,16
Total général	47 130,16

6 Autres dettes :

Au 31 Décembre 2024 1 partenariat n'a pas encore été versé pour un montant de 1 500 €

	DETTE 2024
PARTENARIATS	1 500,00
Total général	1 500,00

7 Les charges constatées d'avance

5 subventions et 2 partenariats courent sur plusieurs exercices. Le montant proratisé a été comptabilisé en charges constatées d'avance :

Conventions/Partenariats	montant initial	nbre d'années	Date d'effet	ANNEE	2024	2025	2026	TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE
FIBOIS PROJET ZIF	15 000,00	3 ANS	15/06/2023	2023	5 000,00	5 000,00	2500	7 500,00
INITIATIVE ALPES PROVENCE MON PROJET BOUTIQUE	9 000,00	1 AN	08/02/2024	2024	8 250,00	750,00		750,00
LA RUCHE - Programme Coup d'Envoi	20 000,00	1 AN	11/07/2024	2024	10 000,00	10 000,00		10 000,00
FRENCH TECH GRAND PROVENCE	10 000,00	1 AN	30/09/2024	2024	2 500,00	7 500,00		7 500,00
FRENCH TECH AIX MARSEILLE	12 000,00	1 AN	11/07/2024	2024	6 000,00	6 000,00		6 000,00
ENTREPRENEURS DANS LA VILLE	20 000,00	1 AN	01/06/2024	2024	11 666,67	8 333,33		8 333,33
INITIATIVE SUD ACCELERATEUR EMERGENCE	20 000,00	1 AN	08/11/2024	2024	3 333,33	16 666,67		16 666,67

V. Note sur le compte de résultat

Les différents postes du compte de résultat sont composés :

- Des honoraires pour 8 872 € composés des honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2024 ainsi que du résiduel 2023 non provisionné.
- Des dépenses de communication pour un montant de 60 550 € dont 60 000 € de sponsoring « C'est la Tech BB ! »
- Des dépenses liées à la création d'un site internet « vitrine » pour 24 030 €
- Des frais de tenue de compte pour un montant de 1 442,08 €
- De la location immobilière des locaux mis à disposition par CAAP pour un montant de 5 745,60 €
- Des frais de fonctionnement pour un montant de 8 783,29 €
- Des subventions pour un montant de 392 608,00 € dont 128 250 € de subventions plates formes d'initiatives
- Des partenariats pour un montant de 123 000,00 €
- Des charges de personnel qui s'élèvent à 211 152,18 €.
- Des dotations aux provisions sur prêts pour un montant de 43 239.04,00 €. Soit 6 dossiers provisionnés à 100% (soit 38 125,00 €) + une provision sur l'avance remboursable
- De passages à pertes s'élevant à 41 118,75 € sur 7 dossiers suite décision du conseil du 09/02/2024
- D'une reprise/utilisation de provision pour un montant de 65 287,50 € dont 24 169,25 € suite à la régularisation des impayés et 41 118,75 € correspondant à l'utilisation des provisions sur les passages à pertes enregistrés.
- De l'impôt sur les sociétés à hauteur de 6 702,68 € liés aux revenus de placements mobiliers.
- De 27 927,84 € d'intérêts liés au Compte Excédent de Trésorerie et DAT 2 ans souscrits en 2023 (dont 17 899,37 € d'intérêt courus à recevoir).
- De la quote-part de dotation comptable reçue en 2024 au titre de 2023 de la Caisse Régionale, pour un montant de 834 028,28 €.

VI. Engagements donnés

En 2022 le fonds a signé :

- Une convention d'une durée de 3 ans avec l'Institut Régional des Chefs d'Entreprise prévoyant un soutien financier à hauteur de 10 000 € par an pour la durée de la convention de partenariat.
- Une convention d'une durée de 3 ans avec l'Association Réseau Entreprendre PACA prévoyant un soutien financier à hauteur de 10 000 € par an pour la durée de la convention de partenariat.
- Une convention d'une durée de 3 ans avec l'Association les Entrepreneurs en Vaucluse (ALEV) prévoyant le soutien à hauteur de 3 000 € par an pour la durée de la convention de partenariat.

En 2023 le fonds a signé :

- Une convention d'une durée de 3 ans avec l'Association Culturelle Sociale et Sportive du Queyras prévoyant un soutien financier à hauteur de 2 500 € par an pour la durée de la convention de partenariat.
- Une convention d'une durée de 3 ans avec l'Incubateur GAAAP prévoyant un soutien financier à hauteur de 5 000 € par an pour la durée de la convention de partenariat.

- Une convention d'une durée de 3 ans avec l'Association Entrepreneurs pour la Planète prévoyant un soutien financier à hauteur de 15 000 € par an pour la durée de la convention de partenariat.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a validé 1 projet sous forme de prêts d'honneur qui fera l'objet d'un déblocage sur l'année 2025 pour un montant total de 5 000 €.

VII. Evènements post clôture

Néant

VIII. Honoraires Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes s'est élevé à 8,5 K€ TTC hors frais pour l'audit des comptes annuels 2024.